

ZOOM SUR le rassemblement contre la déchéance de nationalité

"Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux." C'est par cette phrase de Benjamin Franklin que s'est conclue la prise de parole qui a ponctué le rassemblement contre la déchéance de nationalité et l'état d'urgence, hier, place de la République. Une centaine de personnes se sont réunies là, comme dans des dizaines de villes de France, pour répondre à l'appel de la Ligue des droits de l'homme (LDH), suivi entre autres par Attac, la FSU et la CGT. C'est en présence du maire Hervé Schiavetti et de militants associatifs arlésiens que Claire Maingui, responsable de la section arlésienne de la LDH, a déploré que depuis les attentats de Paris, "il y a eu plus de trois mille perquisitions. Ces perquisitions peuvent intervenir en pleine nuit. Elles ne sont ni demandées, ni surveillées par un juge. Et tout comme les 400 assignations à résidence, elles ont donné lieu à de nombreux dérapages. On constate un accroissement des discriminations à l'égard de populations déjà stigmatisées. Les contrôles d'identité au faciès se multiplient." Et de questionner ; "Que faire des personnes qui auront été déchues de la nationalité française ? Les binationaux seront expulsés. À supposer que les pays tiers les acceptent, qui les surveillera ? Et comment empêcher qu'ils ne reviennent sous une autre identité ? Sans parler des français binationaux qui sont en prison pour terrorisme dans un pays tiers et que ces pays tiers ne manqueront pas nous renvoyer..." Hier, les manifestants disaient surtout craindre de l'utilisation potentielle de ces mesures en cas d'accession au pouvoir du Front national.

